

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 36 (2009)
Heft: 2

Artikel: Crise économique : "L'économie suisse se porte bien."
Autor: Eckert, Heinz / Borner, Silvio
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912120>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«L'économie suisse se porte bien.»

Lorsque la bulle immobilière américaine a éclaté, elle a donné naissance à la crise financière qui a conduit à la crise économique mondiale. Mais quelle en est la gravité réelle? Et quelles en sont les conséquences pour la Suisse? Nous avons interrogé le professeur d'économie bâlois Silvio Borner. Interview Heinz Eckert

«REVUE SUISSE»: *Avez-vous été surpris par la crise?*

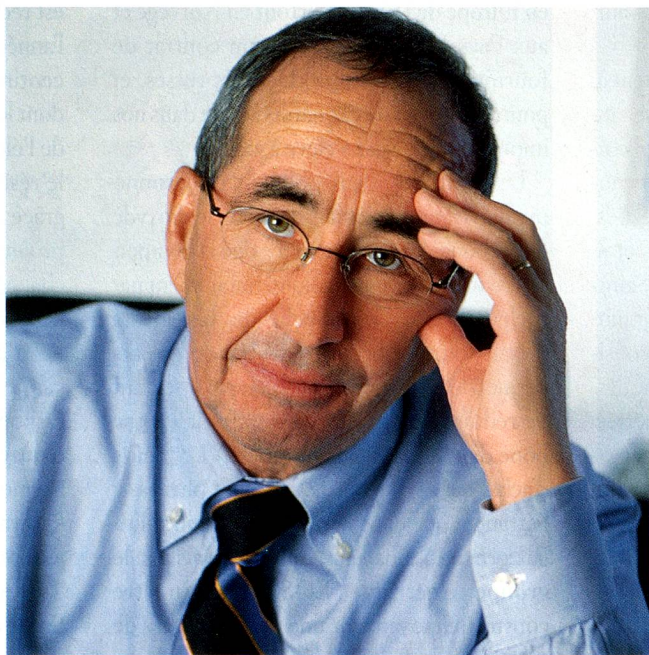
SILVIO BORNER: À vrai dire, oui. Bien que nous autres économistes étions conscients que des bulles spéculatives existaient, leur éclatement ne pouvait être prévu. L'ampleur aussi était surprenante. Sinon, j'aurais vendu mon modeste portefeuille d'actions au bon moment.

Quelles bulles tenait-on à l'œil?

Par exemple, la bulle immobilière. Toutefois, que son éclatement provoque une crise mondiale, voilà qui fut très inattendu. Les bulles aux États-Unis, en Angleterre et en Espagne étaient connues depuis longtemps. Mais je dois sans cesse rappeler qu'au début des années nonante en Suisse, nous avons aussi dû faire une croix sur 100 milliards dans le secteur immobilier. Comparée à cela, l'ampleur de la crise immobilière aux États-Unis n'est pas si grande. Ce qui a surpris, c'est la propagation rapide et l'intensité de la crise.

Y a-t-il des responsables de la crise?

Nous autres économistes ne sommes pas des moralistes. Je ne veux parler ni d'avidité exagérée, ni d'arnaqueurs et je ne veux pas non plus constater que les contrôles ont échoué. Tout cela est trop hâtif. Il y a toujours eu des crises financières et il y en aura toujours. Tout le marché financier, avec les différents produits de placement, était tout simplement devenu si vaste et compliqué que les responsables ne s'y sont tout bonnement plus retrouvés. Pour finir, la crise financière est devenue une crise bancaire et c'est maintenant le problème fondamental. S'il ne s'était agi que d'un manque de liquidité, les banques d'émission auraient pu remédier au problème.



SILVIO BORNER

Silvio Borner, né en 1941, est professeur d'économie nationale à l'Université de Bâle et responsable du département d'économie et de politique au Centre d'économie scientifique à Bâle. Il enseigne l'économie et la politique à Bâle depuis plus de trente ans et se qualifie lui-même comme l'un des derniers all-rounders de la branche. Il est en outre membre de la commission de direction d'Avenir Suisse, Zurich, président du Conseil d'administration de Patria Genossenschaft, Bâle, et président du conseil de la Fondation Helvetica Patria Jeunesse.

Mais les banques étaient justement touchées dans leur substance, elles n'avaient plus d'argent et devaient être recapitalisées. Dans ce cas, même les investisseurs privés manquent. C'est pourquoi quelques banques ont fait faillite, d'autres ont été sauvées par l'État.

Dans quelle mesure les comparaisons avec la crise de 1929 tiennent-elles la route?

Des comparaisons avec la première crise économique ne sont possibles que de façon très limitée. À l'époque, tout était très différent. Les banques d'émission disposent aujourd'hui d'instruments nouveaux et efficaces que l'on ne connaissait pas encore autrefois et les devises ne sont plus liées au standard de l'or. Les conditions-cadres

étaient également tout autres qu'aujourd'hui. L'économie n'était pas encore mondialisée et on ne comprend pas très bien comment on a pu venir à bout de la crise de l'époque. Était-ce vraiment le New Deal de Roosevelt ou peut-être la Seconde Guerre mondiale, pour laquelle il a fallu s'armer?

Exagère-t-on en ce moment? De nombreuses grandes entreprises suisses sont pourtant en pleine forme.

C'est vrai. L'économie suisse se porte très bien et surmontera bien la crise. De plus, si l'UE pronostique pour 2009 un recul du produit intérieur brut (PIB) de 1,9%, nous ne devons pas oublier que nous avons toujours pu enregistrer des taux de croissance de 1 à 2% au cours des dernières années. Nous souffrons en ce moment à un très haut niveau. Je trouve parfois qu'à cause de l'État, on en a presque fait un peu trop et qu'on a presque réagi par la panique. On ne devrait pas exagérer.

Même le président de la Banque nationale suisse a dit que l'économie suisse surmonterait très bien la crise.

Mis à part le fait que le président de la Banque nationale ne peut attiser les déclarations négatives en temps de crise, je suis d'accord avec lui. Nous avons non seulement une économie forte, mais nous ne connaissons pas de crise immobilière. Chez nous, le problème se concentre en fait sur le secteur financier.

Qu'entendez-vous par là?

Rétrospectivement, nous avons tous échoué. Mais les banques suisses auraient toujours dû se limiter à leur activité de base, la gestion de fortune. Elles s'y connaissent

dans ce domaine et cela fait partie de la situation, qui s'est perdue dans les grandes banques au cours de ces dernières années. La place financière suisse ne peut tout de même pas supporter deux banques d'investissement parmi les plus grandes du monde. C'est mégalomane. Je ne veux pas minimiser la crise, mais je ne veux pas non plus dramatiser. Si les grandes banques suisses s'effondrent, cela ne peut être que bon pour la place financière suisse.

Pour vous en tant que néolibéral, les interventions de l'État ces derniers temps doivent être une atrocité.

Même un néolibéral ne peut gérer son budget sans l'État. Surtout pas dans les affaires bancaires. Rien n'est aussi fortement réglé que le secteur financier. Cela signifie qu'en ce qui concerne la crise financière, l'État aussi a échoué. Nous n'avons pas besoin d'une régulation accrue, mais d'une meilleure surveillance, plus efficace, des banques. Ceux qui demandent davantage de régulation ne doivent pas oublier que les banques sont tellement créatives qu'elles trouvent toujours des moyens et des chemins pour contourner légalement même les nouveaux obstacles et autres directives. C'est comme dans le dopage: les contrôles sont toujours à la traîne du progrès médical.

L'État a-t-il donc mal réagi en finançant l'UBS à hauteur de 68 milliards de francs?

On peut vraiment se demander si la Suisse a absolument besoin de deux grandes banques. Pour survivre, le pays a tout aussi peu besoin de l'UBS qu'elle n'a eu besoin de Swissair. «Ce dont nous avons besoin, c'est d'un aéroport international. Tout le reste résulte de lui-même.» C'est ce que nous avons déjà dit lors de la crise de Swissair et nous avons eu raison.

Je n'aurais pas voulu prendre la décision pour les 68 milliards. Ce qui me donne à penser, ce n'est pas le fait que l'État ait acheté à l'UBS des titres de moindre valeur, mais qu'il apporte six milliards dans le capital en actions. Cela repousse les investisseurs privés. Car rares sont ceux qui veulent participer à une entreprise publique.

Que pensez-vous des programmes de l'État visant à relancer la conjoncture?

Je me demande s'ils aident beaucoup. En attendant d'être mûrs, ils arrivent le plus souvent trop tard. Malheureusement. Et, ma foi,

ce pour quoi ils sont utilisés joue un grand rôle. S'ils sont investis dans une infrastructure à long terme, alors c'est bien. Mais pour les puissants intérêts, les programmes conjoncturels sont une bonne aubaine: ils permettent enfin de faire financer ou au moins subventionner par l'État des projets favoris jusqu'ici refusés car peu rentables. Que l'argent soit investi dans le romantisme social ou écologique, je ne trouve pas cela bien.

Qu'entendez-vous par là?

Par exemple, si l'on devait faire de Bâle une ville fonctionnant à l'énergie solaire.

Les États-Unis ont aussi sauvé l'industrie automobile de la faillite. Trouvez-vous cette intervention justifiée?

C'est tout ce qu'ils méritent. Les interventions de l'État dans le secteur financier ont aussi éveillé l'appétit d'autres branches qui se trouvaient en difficulté. L'important est toutefois que le changement de structures ne soit pas entravé. L'industrie automobile américaine va mal depuis longtemps. Ses produits ne sont plus au goût du jour, il n'y a aucune trace d'innovation. Il est à se demander si elle a passé le cap difficile pour longtemps ou pas.

Les interventions de l'État entendent surtout sauver des emplois. N'est-ce pas un argument?

LES TROIS CRISES

Silvio Borner: «Abstraction faite de la crise financière, le cycle conjoncturel 2007/2008 était de toute façon parvenu au tournant supérieur. Mais maintenant, la rencontre avec le plus grand désastre des marchés financiers menace de dégénérer en une grave récession. En référence aux années trente, certains parlent même d'une dépression. Je suis d'avis que la crise financière va lentement se stabiliser grâce aux gigantesques injections publiques des banques d'émission et des ministères des finances. En comparaison historique, les énormes programmes de l'État visant à relancer la

Non, sinon les malles-poste auraient aussi dû être sauvées. La Bourse américaine a été fondée en 1896. Parmi les entreprises fondatrices, il ne reste plus aujourd'hui que General Electric. De grandes entreprises disparaîtront toujours, comme les compagnies aériennes Pan American ou Trans World Airlines. Pas seulement aux États-Unis. L'économiste autrichien Joseph Schumpeter y voyait la «destruction créatrice» comme une chance. L'industrie bâloise des rubans de soie a également fait place aux multinationales chimiques actuelles.

Pourquoi le secteur financier se voit-il accorder un traitement particulier?

L'effondrement du secteur financier comporte des risques systémiques; cela signifie que toute l'économie pourrait courir le danger de s'effondrer. Mais le secteur financier connaît lui aussi des dérapages structurels, comme le montre l'exemple de l'UBS. Certains plaident aussi en faveur d'un redimensionnement dans tous les domaines. Dans ce cas, il faut veiller à ce que les actions de lutte anti-incendie de l'État ne mettent pas un terme à l'assainissement structurel nécessaire à moyen terme. Ainsi, il faut se demander après coup si l'UBS n'aurait pas dû être immédiatement redimensionnée et réorganisée, si les opérations de placement n'auraient pas dû être vendues. Mais au beau milieu de la crise, cela n'était pas possible.

conjoncture autorisent à espérer que, dans la seconde moitié de 2009 ou au plus tard en 2010, le tournant inférieur du cycle conjoncturel sera lui aussi franchi. Les deux hypothèses sont optimistes, mais pas irréalistes. Sommes-nous dès lors débarrassés de tous les soucis? Malheureusement pas, car ce sera peut-être alors la crise de la croissance qui commencera seulement. Ce risque n'existe pas malgré l'action d'aide publique unique dans l'histoire, mais justement à cause d'elle. Pourquoi? Parce que l'État a peut-être voulu trop en faire lui-même financièrement et amassé ainsi des montagnes

de dettes qui vont peser fortement sur le futur et qui, dans un cas extrême, pourraient entraîner de nouvelles crises financières – publiques cette fois.

De plus, l'État s'est emparé de grandes parties d'entreprises financières autrefois privées et pratique maintenant un contrôle des investissements politiquement motivé. Dans le passé, les banques nationalisées ont causé des dégâts importants. Les aides financières et les coups de pouce à la conjoncture gênent ou même empêchent les ajustements structurels nécessaires d'urgence dans et en dehors du secteur financier.»